

Coup d'envoi des assises d'Arusha pour relancer le dialogue inter-burundais

RFI, 21-05-2016 Tanzanie : reprise des pourparlers censés mettre fin à la crise au Burundi En Tanzanie, à Arusha, dans le nord du pays, le dialogue de sortie de crise au Burundi a repris, ce samedi 21 mai, mais sans la participation de la principale coalition d'opposition, baptisée Cnared. Le Burundi est en proie à une grave crise politique depuis plus d'un an, provoquée par le troisième mandat présidentiel de Pierre Nkurunziza. Les pays de la région ont confié à l'Ouganda la médiation de ces discussions, mais c'est l'ancien président tanzanien, Benjamin Mpaka qui en est le facilitateur depuis deux mois. [Photo : À Benjamin Mpaka lors de son discours inaugural, Arusha samedi 21 mai 2016]

La reprise des pourparlers qui a débuté vers 11h, heure locale, et c'est un coup d'envoi solennel devant des diplomates, des représentants du gouvernement, du parti au pouvoir ainsi que des représentants de la société civile venant du Burundi. Parmi les invités burundais présents, figurent le gouvernement et le parti au pouvoir qui sont représentés en force par cinq députés chacun, des partis qui lui sont alliés comme le président du FNL, Agathon Rwasa, qui est vice-président de l'Assemblée nationale du Burundi, mais qui se réclame également de l'opposition. Parmi les représentants de la société civile, des représentants des femmes et des jeunes venus de Bujumbura. Les grands absents, ce sont les partis du Cnared dont les leaders avaient été invités à titre individuel et qui ont donc décidé de boycotter cette session, en estimant qu'ils devaient y être invités en tant qu'entité. Le seul présent, c'est Léonard Nyangoma Cnared et qui est venu à titre personnel afin que l'on présente son parti. Pendant toute la durée de la cérémonie officielle de relance du dialogue interburundais, aucune allusion à la plateforme d'opposition n'a été faite bien que pourtant présente, sans doute, dans toutes les pensées. Cependant, tous les interlocuteurs ont insisté sur un dialogue qui doit être inclusif. Pas de négociation directe. Les cinq jours seront exclusivement consacrés à l'écoute. En réalité, les participants ne vont ni discuter ni négocier directement entre elles. Durant les cinq jours, ce seront plutôt des rencontres, à huis clos, entre la médiation et les différents groupes qui sont prévues. Le médiateur a commencé par rencontrer, ce samedi 21 mai, le gouvernement burundais représenté notamment par le ministre des Relations extérieures, Alain-Aimé Nyamitwe. D'autres rencontres encore se feront avec les alliés du gouvernement, puis l'opposition, la société civile et ainsi de suite. À la fin, le médiateur essaiera de tirer une conclusion. L'objectif affiché est donc d'écouter, de comprendre la problématique de la crise au Burundi afin d'établir un agenda des points à discuter par la suite, un calendrier et même une liste définitive des participants. Rappelons que malgré les pressions et sanctions de la communauté internationale, le pouvoir burundais refuse de s'asseoir à la même table que la coalition d'opposition qu'il accuse d'être l'auteur de coup d'Etat, en mai 2015, et aux violences actuelles. @rib News, 21/05/2016 â€ Source AFP Burundi : reprise du dialogue de sortie de crise, sans l'opposition Le dialogue de sortie de crise au Burundi, pays en proie à une grave crise politique depuis plus d'un an, a repris samedi à Arusha, dans le nord de la Tanzanie, mais sans la participation de la principale coalition d'opposition, a constaté un journaliste de l'AFP. Organisé par l'ancien président tanzanien Benjamin Mkapa, nommé médiateur par la Communauté des Etats d'Afrique de l'Est, ce dialogue réunit en l'absence des diplomates, des représentants du gouvernement, du parti au pouvoir ainsi que des représentants de la société civile venant du Burundi. La coalition d'opposition, baptisée Cnared et représentant la majeure partie de l'opposition, n'a pas été invitée en tant que telle, selon ses dirigeants en exil qui n'ont donc pas fait le déplacement à Arusha. Le Cnared est une plateforme qui regroupe tous les leaders de l'opposition à l'exception d'Agathon Rwaswa des Forces nationales de libération (FNL), qui est présent à Arusha. Selon plusieurs participants, M. Mkapa a expliqué que cette première série de rencontres, qui va durer cinq jours, devait lui permettre de "comprendre le noeud de la crise" et de mettre sur pied le calendrier des prochains rendez-vous et les points à discuter. Un diplomate occidental présent à Arusha a expliqué à l'AFP que M. Mkapa avançait "avec prudence et neutralité" et s'est montré optimiste quant à la participation future du Cnared aux pourparlers. "Nous sommes conscients que c'est un problème qui doit être résolu par les Burundais eux-mêmes", a déclaré M. Mkapa à l'ouverture de la rencontre. "Mon plan est donc de donner de l'espace à toutes les parties pour qu'elles présentent leur avis sur l'avenir du Burundi", a-t-il ajouté. Le médiateur a prévu de rencontrer à huis clos chaque partie, en commençant samedi par le gouvernement, représenté notamment par le ministre des Relations extérieures, Alain-Aimé Nyamitwe. "Je suis vraiment préoccupé par la situation précaire qui a cours au Burundi, surtout en ce qui concerne les assassinats et les autres violences. C'est pourquoi j'ai pensé qu'il était impératif d'organiser cette relance", a encore déclaré l'ancien président tanzanien. Malgré les pressions et sanctions de la communauté internationale, le pouvoir burundais refuse de s'asseoir à la même table que la coalition d'opposition, qu'il accuse d'être l'auteur d'une tentative de coup d'Etat en mai 2015 et aux violences actuelles. Le Burundi a plongé dans une grave crise à l'annonce de violences lorsque le président Pierre Nkurunziza a annoncé sa candidature en avril 2015 pour un troisième mandat, avant d'être élu en juillet. Ces violences ont déjà fait plus de 500 morts depuis le début de la crise, et le Haut-commissariat de l'ONU aux réfugiés estime désormais à plus de 270.000 le nombre de Burundais qui ont fui leur pays.